CONGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

La Loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale complétée par le Décret du 26 décembre 2007 modifie sensiblement le régime applicable aux agents territoriaux notamment le cadre des dispositifs de formation particuliers tels que le Congé de Formation Professionnelle.

QUEL EST L'OBJECTIF DU CONGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ?

Il permet au salarié de bénéficier d'une décharge partielle ou d'un congé (6° art. 57 de la loi du 26 janvier 1984) afin de concrétiser un projet professionnel ou de formation.

QUELLES SONT LES CONDITIONS POUR L'AGENT ?

- L'agent titulaire doit avoir accompli au moins 3 ans de service effectif
- L'agent non titulaire occupant un emploi permanent doit avoir accompli au moins 3 ans de service effectifs dont 1 an dans la collectivité.
- Le congé ne peut dépasser 3 ans sur l'ensemble de la carrière. La durée minimale des périodes de stage est équivalente à 1 mois temps plein fractionnable.
- L'agent doit présenter sa demande à la DRH au plus tard 90 jours avant le début du congé. Il précise la dénomination de l'organisme prestataire choisi.

QUELLES SONT LES MODALITES POUR L'AUTORITE TERRITORIALE ?

- La Collectivité dispose de 30 jours pour notifier son accord ou les raisons qui motivent le rejet ou report de la demande
- En cas de refus, la Collectivité doit présenter la demande en CAP avant d'opposer une deuxième refus.
- En cas d'accord, la Collectivité signe une convention tripartite (Agent, Collectivité, Organisme)
- La collectivité prend en charge 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence pendant les 12 premiers mois du congé (équivalent de la part indiciaire des titulaires en application des règles de comparabilité pour les agents non titulaires)

OBLIGATIONS DU FONCTIONNAIRE

- L'agent a obligation de servir dans la collectivité pendant une durée égale à 3 fois la période de congé rémunéré.
- L'agent qui, sans motif valable, ne suit pas l'ensemble de l'action pour laquelle le congé a été accordé perd le bénéfice de ce congé.
- Il sera en outre tenu de rembourser le montant des indemnités reçues.